Suzanne SÉJOUR

membre du comité
politique national du P.S.U.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

6e Circonscription de Maine-et-Loire

M. GUIDEL

EMPLOYÉ AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE



Ouvriers, Paysans, Etudiants...

● **LA VIE POLITIQUE EST FAUSSE EN FRANCE.**

Réduite aux éclats de la campagne électorale et des discours aux assemblées, la vie politique en France n'a pas de signification pour la majorité de la population.

En fait, les décisions essentielles sont prises par les principales firmes économiques. Les transformations de la société ne sont pas décidées au Parlement, mais par la façon dont les grandes entreprises conçoivent leur expansion et leur profit. S'il n'y a pas d'avenir économique pour l'Ouest, actuellement, c'est que l'intérêt des grandes firmes est d'aller s'installer ailleurs.

● **LES TRAVAILLEURS DES USINES, DES UNIVERSITÉS, DES CAMPAGNES ONT RAISON DE SE BATTRE**

Devant une telle situation, faire grève, descendre dans la rue est le seul recours des travailleurs. Les revendications des ouvriers, des étudiants et professeurs, des paysans sont sincères et ne sont pas l'expression d'une poignée d'enragés.

Dans ses revendications, la base s'oppose à un régime ou tout vient d'en haut et ses propositions pour mettre les institutions au service des hommes s'opposent à une économie au service de l'argent.

On nous fait violence quand on nous impose le silence ; en réalité, les désordres, tant dénoncés par le régime en place, sont le fruit du système économique et politique actuel qui veut imposer à la majorité du pays une façon de travailler et de vivre.

Il est bien évident que les elections ne changeront rien à la manière dont le pouvoir est exercé en France, puisque le Parlement ne dispose d'aucun pouvoir réel. Par le fait même, toutes les causes de la crise que nous vivons continueront d'exister.

● **LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS NE PEUVENT ÊTRE SATISFAITES QUE PAR UN POUVOIR DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME.**

Par la grève et les manifestations, les travailleurs ont obtenu un certain nombre d'avantages matériels, mais le gouvernement et le patronat n'ont pas perdu une seule parcelle de leur **pouvoir** ; ils restent donc en mesure de revenir sur les concessions qu'ils ont été obligés d'accorder.

Ceux qui veulent changer la vie et créer une société fraternelle doivent se regrouper pour continuer la lutte ; notre combat commun : ouvriers, étudiants, techniciens, professeurs, cadres, paysans, doit tendre **non plus seulement à négocier** la réalisation de la moindre aspiration auprès d'un pouvoir lointain et dominateur, **mais surtout à faire partager le pouvoir** à tous les échelons, à tous les groupes de notre société.

Nous traduisons cette volonté de reconstruire notre société par la plate-forme suivante :

1° L'Economie passe aux mains des travailleurs :

- Droit de véto sur les décisions patronales concernant l'emploi et les conditions de travail - Discussion des salaires réels et de la durée du travail - Contrôle de l'emploi, des bénéfices et des investissements.
- Abrogation des ordonnances et gestion ouvrière de la Sécurité Sociale.
- Pour les paysans, gestion de l'organisation régionale de la planification au travers des coopératives (ce qui permet le contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits).

2° L'Université est reconstruite :

- Gestion paritaire de l'Université par les étudiants et les professeurs, ainsi que le personnel des services - Critique collective de l'Enseignement - Autonomie de décision et d'organisation.
- Enseignement ouvert à tous les milieux sociaux et permanent.

3° La Culture et l'Information sont libérées :

- Créations d'associations et de centres culturels pour favoriser l'union étroite entre les créateurs et le public.
- L'O.R.T.F. devient Office public autonome, indépendant de l'Etat pour assurer la liberté d'information et l'ouverture à tous les courants.

4° Les Régions deviennent autonomes pour les affaires les concernant :

- Suppression des préfets - Elections d'assemblées régionales délibérantes pour résoudre les problèmes du développement culturel et économique.
- Coordination interrégionale grâce à une planification nationale.

L'ensemble de ces points constitue la garantie que les travailleurs ne seront pas trompés ; c'est ce que nous appelons la transition vers la démocratie socialiste.

Dans cette perspective, les élections ne constituent qu'un aspect de la lutte, pour toutes les raisons déjà abordées, mais elles doivent donner à toutes les femmes, à tous les hommes de ce pays, épris de la volonté d'édifier une société meilleure, une occasion de s'exprimer, de se regrouper et de s'organiser pour continuer l'action sous d'autres formes.

MOLLE - ANGERS